

## Tunisie et Égypte : année II de la révolution

La véritable révolution n'arrivera que quand les islamistes oublient l'idée selon laquelle la modernité peut être adaptée à l'islam et laissent l'islam s'adapter à la modernité.

Zouhir Louassini

Pour la plupart de la presse occidentale quelques mois ont suffi pour transformer l'enthousiasme vis-à-vis des révolutions dans le monde arabe en un pessimisme au sujet de l'avenir de toute une région qui traverse depuis des décennies une des étapes les plus difficiles de son histoire. De nombreux journaux affichaient en gros titres *Hiver islamique* là où peu avant ils annonçaient le *Printemps arabe*. Les élections en Tunisie et en Égypte, qui ont conduit l'islam politique au pouvoir, « ont confirmé » les craintes de ceux qui se méfiaient depuis le début de ces changements qui ont fait chuté la crème de la crème des alliés de l'Occident, tels Zine el Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak. Dans les plus prestigieux journaux d'Europe et des États-Unis, les articles soulignant l'échec de la « révolution arabe » ne manquent pas. Pour nombre d'entre eux, il n'y a pas de doute : les Arabes ne sont pas prêts pour une véritable démocratie.

Osman Mirghani, dans un éditorial publié sur *al-Sharq al-Awsat*, signale le fait que les *printemps arabes* ont suscité, jusqu'ici, plus de questions que de réponses. Dans les pays arabes, l'espoir initial est en train de céder la place à l'anxiété et la peur. Voici la réalité sans retouches, affirme-t-il dans son article du 13 février 2013, une triste réalité qui a poussé de nombreuses personnes à condamner les changements et à les considérer comme un échec total, alors que d'autres ne cachent plus leur nostalgie de l'ancien régime.

Depuis peu, la page de Facebook « Ana asefya rayes » (Désolé, Monsieur le président) en hommage à l'ancien raïs, Moubarak, circule sur le net. Une page où, en peu de temps, le nombre de « J'aime » a augmenté : presque un million de personnes ne cachent plus qu'ils pensent qu'avant, c'était mieux.

L'assassinat du leader de l'opposition, Chokri Belaïd, mort des coups de feu tirés par un inconnu, a entraîné la Tunisie vers un nouveau cauchemar qui pourrait faire éclater tout le système post-printemps, un système qui semblait mieux résister dans le pays maghrébin que, par exemple, en Égypte. Deux ans après le tremblement de terre du *Printemps*, les secousses ne se sont pas encore apaisées. Voici les faits et c'est ainsi qu'il faut les

analyser. Mais, il reste une question : deux ans suffisent-ils pour extraire des conclusions ?

L'ancienne secrétaire d'État, Hillary Clinton, quelques jours avant de quitter son poste, a mis le doigt sur la plaie en argumentant que le *Printemps arabe* avait conduit de nombreux incompetents au pouvoir. Plutôt que d'incompétence, on peut parler de manque d'expérience. Les changements dans le monde arabe ont conduit une nouvelle classe politique qui, pendant des années, s'était exclusivement consacrée à l'opposition, jusqu'aux plus hautes sphères du pouvoir.

Dans des pays où les garanties démocratiques brillaient par leur absence, beaucoup de leaders finirent emprisonnés ou en exil. De ce fait, la situation actuelle met en relief l'échec total des régimes précédents, plus qu'elle ne reflète l'incapacité du pouvoir en vigueur, à mettre en marche une transition politique réussie. Les deux premières années du *printemps* ont mis en évidence le déficit démocratique dont souffrent les groupes politiques, qui confondent les résultats des urnes avec la démocratie et la légitimité du vote avec la force du consensus. Des facteurs qui expliquent la souffrance de ceux qui regardent avec crainte la situation actuelle et qui ne peuvent cependant justifier en aucune manière les tons nostalgiques de ceux qui défendent le retour au passé. Le processus démocratique a commencé et il n'existe aucune raison pour revenir en arrière.

Il est vrai que le *Printemps arabe*, tel que l'affirme Mirghani dans son article, a suscité plus de questions que de réponses, mais il est vrai aussi qu'il existe quelques réponses et on peut en faire une base pour construire une vision plus optimiste et objective.

Le célèbre humoriste égyptien Bassem Youssef, dans un épisode de son émission « El Bernameg », joue en montrant des images de foules se manifestant au Caire, dont il dit qu'elles sont la preuve de la force des Frères musulmans. Cependant, suivant les suggestions de la direction, il a dû rectifier : non, ce n'étaient pas les frères, mais l'opposition laïque ! La difficile situation égyptienne ne peut plus cacher le débat interne qui se développe dans une totale liberté, malgré toutes les limites d'une démocratie fragile.

L'ère post-Moubarak a confirmé la force d'organisation des Frères musulmans, mais elle a de même donné le jour à une réaction de la société civile digne d'admiration.

L'islam politique en Égypte n'a pas d'autre choix que de changer de langage, s'il veut sortir du tunnel où il a placé le pays. Jusqu'ici toutes les manœuvres du président, Mohammed Morsi, ont donné peu de résultats car il a essayé de gouverner en ne tenant compte que d'une seule partie de la société. La perte de popularité des Frères musulmans met en évidence l'échec d'un mouvement qui s'est trompé dans toutes ses actions de son rendez-vous avec l'histoire. La façon dont Morsi est en train de gérer la transition synthétise le manque total d'expérience et de vision politique. En peu de temps, les Frères ont réussi à gaspiller une occasion unique de conduire le pays vers la démocratie. Probablement du fait de l'ambiguïté du concept selon leur interprétation idéologique : supposer que gagner les élections est une raison suffisante pour espérer obtenir l'obéissance totale de presque 90 millions d'Égyptiens. Ceci est un reflet du manque de lucidité de ceux qui confondent préférences démocratiques et investitures divines. La victoire de Morsi lors des élections a poussé les Frères musulmans, sûrement dans un moment d'« ivresse totale », à rédiger la Constitution comme s'il s'agissait d'un manifeste politique.

À contrario, la Tunisie nous a présenté une autre façon de gérer le pouvoir par les islamistes, un peu plus pragmatique et moins idéologique. Ennahda, parti qui appartient à la version modérée de l'islam politique, gouverne en alliance avec les partis laïcs. Ses leaders ont montré jusqu'ici beaucoup de flexibilité et, parfois même, un grand sens de l'État.

La proposition du chef du gouvernement et secrétaire général d'Ennahda, Hamadi Jebali, de former un gouvernement de techniciens, à l'encontre des désirs de son propre parti, après l'assassinat de Belaïd, a supposé un mouvement qui a soulagé la tension dans le pays. La démission de Jebali après l'échec de sa tentative pour former un gouvernement, peut être considérée comme un grand changement, une véritable nouveauté dans l'histoire politique tunisienne et arabe.

Cette particularité a poussé de nombreux observateurs à regarder la situation tunisienne avec plus d'optimisme. Dans un entretien publié sur *Reset*, le 28 février 2013, le chercheur et activiste des droits de l'Homme, Slaheddin Jourchi, s'est déclaré convaincu du fait que la Tunisie « a encore des possibilités réelles de construire un État émancipé et civil ». Jusqu'à l'heure, la gestion de l'État a été, dans l'ensemble, suffisamment encourageante, malgré la division qui règne parmi l'élite politique et le phénomène inquiétant, nouveau dans la société tunisienne, de la violence. Tout cela, affirme Jourchi, ne peut cacher qu'« on assiste à une prise de conscience au sujet du besoin d'avoir recours aux urnes et non à la violence, en tant qu'instrument de changement ».

Ainsi, la deuxième année des révolutions arabes nous place face à deux réalités différentes. La Tunisie et l'É-



**Manifestation contre le parti Ennahda et demandant que l'on retrouve l'assassin du leader de l'opposition, Chokri Belaïd. Tunisie, 23 février 2013.**/FETHI BELAID/AFP/GETTY IMAGES

gypte ont été les premiers pays à changer de régimes. Les dynamiques ont été très semblables. Des manifestations pacifiques ont provoqué une transformation dont on doit attendre les résultats avant d'extraire des conclusions. Jusqu'ici, nous pouvons seulement affirmer qu'il semble que la Tunisie supporte mieux les changements. Au contraire, l'Égypte reste une inconnue, bien que les institutions aient montré une grande résistance et solidité, malgré la quantité d'erreurs commises par le gouvernement de Morsi.

L'Égypte est le pays le plus important démographiquement. Sa position géographique et son leadership dans la région confèrent plus de valeur à une expérience qui peut éclairer le chemin, pour tout le monde arabe. Les Frères musulmans ont inspiré tous les mouvements qui appartiennent à l'islam politique, y compris ceux qui sont violents. Le succès de la transition démocratique égyptienne est vital pour mettre en marche le changement vers le monde moderne, dans une région de conflits et de faible développement. Ce chemin passe par un choix courageux : abandonner la conviction idéologique selon laquelle la modernité peut être adaptée aux règles de l'islam et laisser l'islam s'adapter à la modernité. Ce sera probablement là le début de la véritable révolution dont le monde arabe a besoin. ■